

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : 2ème

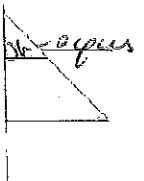
Concours

DATE : 06 juin 2016

A MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

sophistique des
de l'évidence
spécifique
franchise
et celle



PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat :

0046

NOTE

16 / 20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :

5

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE

(signature)

COMPOSITION DE

Culture Générale

Pour paraphraser Blaise Pascal
douter c'est déjà croire. Aussi, s'intéresser
sur la société française face aux
dés du terrorisme, c'est déjà avoir
foi en sa capacité à les surmonter.
En effet, si l'actualité donne une
accusée toute particulière à la pro-
blématique du terrorisme, celle-ci n'est
pas nouvelle. À l'origine, la terreur de

Il est interdit aux candidats de signer

thématique l'influence

s'agit ainsi de

égalité de

celle

celle

La notion de terrorisme, dans son acception moderne, renvoie quant à elle à l'usage, par des groupes armés, de la violence aux fins d'instauration d'un climat anxiogène et permanent. Le terrorisme serait donc une notion plurielle aux évolutions. Action Française et Daesh se partagent en effet, de prime abord, que peu de points communs. Ce serait, toutefois, faire l'économie des défis que pose le terrorisme à une société. Si les analyses évoquant volontiers un basculement dans l'"hyper-terrorisme" avec les attentats du 11 septembre 2001, la dimension spectaculaire n'accueille pas les problématiques récurrentes que pose le terrorisme. D'un point de vue pratique, il s'agit pour l'État de ne pas faillir dans son devoir de garantir la sécurité de ses concitoyens. Au-delà, il s'agit de réussir à faire corps malgré la tentation de céder à la peur. Dans l'ombre de ses angoisses, le terrorisme ambulant nous d'inciter les traits les plus noirs de notre humanité. En fin de compte, le défi de la société Française est donc celui de la défense du contrat social face au terrorisme.

terrorisme renvoie à l'acte mené par les instigateurs de régime de la Terreur au lendemain de la Révolution. Il s'agissait alors de recourir à la peur comme instrument de gouvernance, dont la loi des suspects de 1793 et les 17 000 exécutions qu'elle a faites sont emblématiques.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Son internationalisation, son usage sophistiqué des nouveaux moyens de télécommunication et l'écroulement financier de 2008, renouvelant les difficultés à appréhender le phénomène. Dès lors, comment la société Française fait-elle face aux défis du terrorisme ? Sa faillite est-elle possible ? N'est-il pas dès lors vital de repenser les moyens de lutte contre le terrorisme ?

Nous verrons que si la société Française fait face aux défis de sécurité et d'unité que lui impose le terrorisme (I), le risque de rupture appelle à de nouveaux moyens d'action (II).

I. La société Française face au terrorisme, les défis de la sécurité et de l'unité

Par la violence, le terrorisme se fixe comme condition celle de saper les fondements mêmes de la société. Les défis sont alors ceux de la sécurité (A) et de l'unité (B).

A. La société Française face au terrorisme et le défi de la sécurité

Pratiqué devant de l'Etat et l'organe de ses compétences, la sécurité face au terrorisme est ^{aussi} le premier défi, car il

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Examine l'influence de ce dernier sur la société. Il s'agit enis: de protéger l'individu du baronisme, mais également de la barbarie d'y adhérer.

Le baronisme repose sur la violence. Il trouve dans cette dernière à la fois un moyen et une fin. En effet, comme le rappelle Jacques-Louis Passot en figurant le mythe de Niobé dans ses tableaux Apollon et Arbanis perçant de leurs flèches les enfants de Niobé (1774), la violence est un acte fondateur de pouvoir. En permettant de se mettre au-dessus des autres par sa faiblesse et la bonté de ses enfants, Niobé contestait une autorité qui se valait s'affirmait par la violence. Il s'agit donc pour le baronisme de s'affirmer comme un pouvoir concurrençant de l'Etat. Le danger est grand car il figure la faiblesse de l'Etat dans sa fonction primaire. En effet, Thomas Hobbes, dans Le Léviathan (1651) postule qu'avant l'Etat de Droit était l'Etat de Nature. Profondément marqué par la première révolution anglaise, il propose une vision pessimiste de l'état humain qui, livré à lui-même s'entre-tue et évolue dans une guerre de "tous contre tous". Le contrat social fonde la légitimité de l'Etat en ce qu'il inclut, à échange d'un peu de liberté, la promesse d'une sécurité de fondes contre le fort et de fort contre les faibles. Ainsi, la baronologie guerrière employée par la coalition allemande en opération contre l'Etat Islamique et à laquelle participe la France hexagonale

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

de la hantise de la menace.

Cependant, cette sécurité ne peut être assurée sans une identification claire de la menace. L'un des principaux dangers de terrorisme est en effet qu'il hante les rayons humains de ses actions dans nos sociétés. Il puise sa force dans la peur de l'autre. Mary Shelley, dans son roman Frankenstein, ou le Prométhée Moderne (1818), cherchait à voir les effets maritimes de la peur de l'autre. Passionné par la pierre philosophale, Victor Frankenstein trouvait le moyen de créer la vie. Face à la nouveauté de sa création, le regard de cette dernière devint la précipitation, de son avant, dans un abîme de haine et de vengeance qui ne trouverait aucun apaisement dans la mort de ses créateurs. La distance induite par le regard de l'autre élimine la haine, mais la réciproque est vraie. Par un effet de retrouvement, la figure de l'étranger peut être source de haine. Georg Simmel, dans son court Digression sur l'étranger de son ouvrage Soziologie (1908) a théorisé le mécanisme. L'étranger est celui qui par ses caractéristiques individuelles diffère des individus composant le cercle de référence. Aussi, si cette distance peut lui donner un recul recherché en temps de paix, la crise l'invulnérabilité de son essence. Dans ces conflits de haine, le rôle est alors de protéger l'individu.

contre lui-même et la tentation de rechercher dans des modèles concurrents les moyens de sa intégration. À ce titre, le rapport de juin 2015 intitulé "La décadence comme outil de lutte contre le terrorisme" fait état de la situation de rupture sociale dans laquelle se trouvent les individus cédant au jihadisme. Le défi dépasse alors celui de la sécurité pour être celui de l'unité.

B. La société française face au terrorisme et le défi de l'unité

Les crises des attentats de janvier et novembre 2015 témoignent de ce que le terrorisme ne repose pas sur une violence aveugle, mais a pour ambition de saper les Fondements de la République que sont la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Aussi l'Unité de la société Française face au terrorisme est-il le défi plus grand que celui de la sécurité. Il impose la transmission de ces valeurs et leur incarnation.

Si le terrorisme ordonne une rupture de la société avec ses valeurs, leur transmission revêt une importance fondamentale. Il s'agit, en effet, de lutter contre l'effet d'attraction des doctrines ennemies de la société par l'érection d'une identité commune. À cette fin, Emile Durkheim notait dans Le Suicide, le rôle

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Fondamentale de l'école comme instance de socialisation.
Elle est ainsi : le socle de l'unité d'une société et le vecteur de son identité. En témoignent, le rôle Fondateur qu'elle a joué dans la transmission des valeurs républicaines. Des lois Ferry de 1881 et 1882, imposant la gratuité et l'obligation de l'enseignement de 6 à 11 ans, aux "boursiers noirs", la III^e République a fait de l'école le premier lieu de perpétuation des idéaux de la société. Il n'est dès lors pas surprenant qu'en la du air des attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher, le ministère de l'Éducation Nationale se soit trouvé en première ligne. Si la loi sur la refondation de l'école Républicaine date de 2013, le nouveau Programme moral et civique à la rentrée 2015, qui a précédé, s'est inscrit dans les débats sur la lutte contre le terrorisme. Cet enseignement est ainsi un nouvel avatar de l'identité républicaine comme moyen de réaction face au terrorisme.

Cependant, la transmission de valeurs est vaine si elles ne trouvent pas un écho concret dans la société, si elles ne vivent pas. Le risque est alors l'émiettement de la société face à la vacuité des mots "Liberté, Égalité, Fraternité". La loi sur la solidarité et le renouvellement urbain de 2001 témoigne de ce que l'État a pu faire de cette mission.

ce important enjeu de 25% de logements sociaux aux communes, elle ambitionnant de rétablir une mixité sociale qui faisait défaut. Elle a trouvé un nouvel écho en janvier 2015 par la voix de Premier Ministre qui évoquait alors la nécessaire lutte contre "l'apartheid social". Le Monde, de Mathieu Kassovitz, figurait cette menace pesante d'insurrections des banlieues. Dès lors que les promesses républicaines ne sont pas tenues, la tentation est grande de céder à la violence. Les recenseurs des différentes organisations terroristes ne s'y sont pas trompés. Ainsi, si Peter Sloterdijk postulait en 2008, dans Colère et Temps, la Faillite des banques et la colère, son constat pouvait paraître être discuté et théorisait, en effet, l'usage de la colère comme instrument politique. À cette fin, les syndicats et partis politiques hostiles auraient pu capitaliser sur la colère des peuples pour atteindre leurs objectifs. L'époque contemporaine aurait toutefois celle de leur disparition. Cette hypothèse interroge tout les organisations terroristes paraissant incapables de nouvelles banques de la colère. Le défi de l'unité de la société face au terrorisme post-11, dès lors, est-il encore valide ? L'époque contemporaine se présente-t-elle pas, aux auteurs, sous les proportions de sa Faillite à venir ?

II. Le risque de Faillite de la société Française Face au terrorisme et la nécessaire redéfinition des modes de lutte.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Le terrorisme contemporain s'impose-t-il par une charge que ni l'Etat, ni l'individu, n'ait la mesure de supporter (A)? Dès lors, ne devient-il pas vital et incontournable les moyens permettant de faire front commun devant la menace terroriste (B)?

4 - Le risque de Faillite de la société Française Face au terrorisme.

Si les défis demeurent les mêmes, l'époque contemporaine impose des contraintes nouvelles. En effet, à la crise financière s'est agrégée la crise du vote.

Dans son rapport de 2005 intitulé "Responsabilité et socialisation des risques", le Conseil d'Etat faisant le constat de la société Française contemporaine était celle du végétal de la Faillite. Notre temps serait celui du culte du risque zéro. Aussi, la menace terroriste, par son caractère voit-elle exacerber son impact sur la société et alimenter le besoin d'intervention de l'Etat. Cependant, comme le relevait, déjà en 1981, Pierre Rosanvallon, ce besoin s'entendait ne peut passer outre la Crise de l'Etat-Providence. Parmi les différentes crises qu'il identifie est en effet la crise

budgetaire installée depuis le choc pétrolier de 1973. Cette crise politique ne soulève la question des limites de l'action de l'Etat, mais de la pérennité, avant le renforcement, de ses fonctions régaliennes. Le plan de réduction de déficit public négocié avec Bruxelles ne laisse pas les cordons frêles aux décisions publiques. La loi de Finances pour l'année 2016 fait à effet des versements divers et dégrèvements le premier poste budgétaire de l'Etat. La tentation est alors grande de passer dans le nominalisme. Ce serait toutefois ajouter à la menace d'une Faillite économique, celle d'une Faillite des idées.

Camus disait que "mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde". Aussi, le défi de l'humour ne pour notre société est aussi celui des mots. Cependant, selon Alain Finkielkraut, lors d'une intervention dans l'émission *Monde Nouveau* de France Inter en septembre 2015, notre société aurait besoin de la transmission via la communication. Qu'est-ce que le terrorisme ? Qu'est-ce qu'un terroriste ? La guerre proclamée en 2001 et reprise en 2015 en est-elle vraiment une ? N'est-ce pas reconnaître Daesh comme un Etat ? La menace est grande puisqu'elle induit des glissements théoriques que les mots ne suggèrent pas. Dans son œuvre *Le malin* de 1952, Hans von Arnim, Arnold Schoenberg soulignait le risque

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°4

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Une connexion entre un idéal et son signifiant.
Moïse, incarnant l'idéal, a besoin d'Aaron, l'ouvrier, pour transmettre le message ^{de} Dieu au peuple juif. Cependant, livré à lui-même, Aaron ne peut porter l'idéal sans le corrompre, et par la même, précipiter le peuple vers sa déchéance. Pour Jean Baudrillard, le concept de laïcité, arme idéologique brandie dans la lutte contre le terrorisme, souffrant de cette adhésion de l'idéal originelle. Dans son essai La laïcité falsifiée (2014), il évoque comme la laïcité est détournée de son sens d'origine. L'ouverture de la société, au profit d'une stigmatisation de l'étranger par les parties populistes. In fine, d'une arme sociale contre le terrorisme, la laïcité ferait le jeu de ce dernier.

Toutefois, évoquer une possible faillite de la société française face au terrorisme, c'est faire l'économie de devoir de persévérance et de résilience qui s'impose à nous face à une menace. Aussi bien convient-il de réviser les rôles de faire fait comme face au terrorisme.

B. La réassignation redéfinition des rôles l'action de la société française face au terrorisme.

La lutte de la société Française contre le terrorisme peut emprunter deux voies: celle de la lutte active contre le terrorisme et celle de sa compréhension pour sa prévention.

D'une part, la société Française, Face à la crise, a vu la loi comme instrument privilégié de réaction. La lutte contre le terrorisme ne fait pas exception. À ce titre, ces dernières années, et même ces derniers mois, ont marqué le regain d'une effervescence législative en la matière. Loi de décembre 2014 de lutte contre le terrorisme, Loi d'enseignement du 24 juillet 2015, Loi sur l'état d'urgence du 20 novembre 2015, loi du 22 mars 2016 sur la lutte contre le terrorisme sur les transports en commun, et, enfin, loi du 7 juin 2016. L'arsenal législatif n'a jamais été aussi fourni pour Face Face à la menace terroriste. Cette frénésie législative n'est toutefois pas sans Face débat. En effet, chaque loi repose plus loin l'impératif de préservation des libertés individuelles. La loi d'enseignement, par le recours à de simples techniques de surveillance généralisée qu'elle permet à vérifier le spectre de l'état omniscient et omnipotent figuré par George Orwell dans 1984. La question est dès lors celle de coup de la sécurité. Face au terrorisme, sommes-nous prêt à sacrifier notre liberté?

D'autre part, la société Française a également mis la

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N°5

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

partir de la compréhension de phénomène par le pouvoir.
La création de la plateforme "Stop Jihadisme" et la
diffusion massive de vidéos de contenu propagandiste
tiraient de l'appropriation par l'Etat et la société
civile des outils utilisés par les terroristes pour radicaliser
les populations. Au-delà, l'éthique du juge et sa culture
de dialogue font une approche renouvelée de la
déradicalisation. Depuis avril 2015, la prison d'Osny
suit ainsi de la Jolabois à un projet de déradicalisation
par le dialogue. Les associations "Dialogue citoyen"
et celle des Victimes Françaises de Terrorisme pilotent le
projet.

Ainsi, la société française est à la croisée des chemins.
Si la lutte contre le terrorisme ne peut être débridée de
recours aux armes, les mots, bien employés, peuvent eux
aussi faire basculer les cœurs.
